

# Arzano (29) : les Gilets jaunes disent non aux migrants



Communiqué de presse

Arzano le 19 novembre 2018

## Projet de CAO à Arzano – Des Arzanois disent NON

Après la réunion publique, des Arzanois, absolument pas convaincus, se regroupent au sein du collectif « ARZANO NON AU CAO » et c'est avec tous les Arzano de France qu'ils comptent bien s'opposer.

Des Arzanois pas convaincus et toujours inquiets.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les discours du sous-préfet, du maire Anne Bory, du porte-parole de l'association COALLIA en charge de l'accueil des migrants ou ceux des autres élus ne les ont absolument pas convaincus.

Trop de points restent flous, voire obscurs, selon eux. Le nombre de migrants, tout d'abord, n'a pas été précisé, on ne dispose même pas d'une fourchette haute ou basse, disent-ils. Les membres du collectif restent perplexes sur le coût de l'hébergement annoncé par le sous-préfet, 24 € par jour et par migrant. Ils soulignent que l'association COALLIA touche plus de 76 millions d'euros de subventions de la part de l'État, dont 33 pour l'hébergement des migrants.

Mais ce qui les inquiète plus que tout, c'est surtout la volonté à tout prix des promoteurs du projet de présenter une vision idyllique de l'accueil des migrants. Partout, des élus se montrent soucieux des conséquences de cette immigration. Récemment, Norbert Métairie, à Lorient, s'avouait préoccupé

des trafics et violences commis à Lorientis, une délinquance attribuée en partie à de jeunes migrants afghans. À Brest ou à Rennes, les faits de violence des migrants dits mineurs isolés font régulièrement la une de la presse. Les émeutes des campements de Calais ou de Paris d'où viendront les migrants potentiellement hébergés à Arzano ne viennent pas calmer leurs inquiétudes, loin de là.

Pour les membres du collectif, d'autres solutions existent.

Le souhait des membres du collectif ARZANO NON AU CAO, c'est que l'État ou les collectivités locales consacrent en priorité leurs moyens aux Français les plus fragiles. À Arzano, une personne âgée de 85 ans va être mise très prochainement à la porte de chez elle, une famille a été expulsée d'un logement à Arzano et doit vivre en mobil-home et dans des conditions très précaires, à Bois Joly, nos anciens souffrent du manque de moyens accordés aux EHPAD. Selon eux, c'est en priorité vers ces personnes que doit se porter la solidarité, qu'elle soit nationale ou locale.

Les membres du collectif ARZANO NON AU CAO ne se déclarent pas pour autant insensibles au drame que constitue cette immigration clandestine pour les migrants eux-mêmes. Mais pour eux, le développement de structures d'accueil telles que les CAO renforce les mafias qui organisent ce trafic d'êtres humains et entraîne en corollaire les terribles exactions commises sur les migrants. Ils affirment que les bonnes solutions sont en Afrique ou au Moyen-Orient mais pas en France.

### **Une organisation locale mais une opposition nationale**

Ils sont nombreux, même si certains se font discrets – c'est vrai que le sujet est sensible – à refuser la création d'un CAO à Arzano. Le vote à main levée lors de la réunion publique en faveur du CAO n'a recueilli qu'une dizaine de mains levées sur les 250 personnes présentes, soulignent-ils. Ils y voient

le signe d'un désaveu profond de la population d'Arzano face à ce projet.

Résolus à ce que cette implantation soit abandonnée, ils ont décidé la création du collectif ARZANO NON AU CAO. Le collectif regroupe les habitants d'Arzano mais aussi ceux des communes environnantes qui refusent les conséquences de cette immigration non maîtrisée.

Ils comptent bien ne pas rester isolés et ils ont déjà pris de nombreux contacts avec des opposants d'autres communes qui, comme eux, refusent l'implantation de centres d'hébergement de migrants sur leur territoire. Des liens sont déjà en cours avec des habitants ou collectifs d'Allaire, de Saint-Brevin, de Somain, de Saint-Macaire, de Châteaudouble et sans doute bientôt de Bannalec. L'ambition du collectif est de mobiliser et de fédérer les oppositions contre l'implantation de CAO ou de CADA au plan national.

Maintenant que la photo de la gendarmerie d'Arzano a fait le tour des réseaux sociaux et les titres des médias au plan national, Arzano est devenu un symbole, celui d'un monde rural heureux mais qui endure aussi des difficultés et à qui l'on impose ceux dont Paris ou les métropoles ne veulent pas. Un symbole dont les opposants aux CAO veulent s'emparer.

**Christine Tasin**

**Contact presse :**

Collectif ARZANO NON AU CAO Sur FB Arzano NON au CAO  
arzano.nonaucaso@gmail.com